

BUDGET PRIMITIF 2017

NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE

Le budget primitif est le premier acte obligatoire du cycle budgétaire annuel de la collectivité.

Il doit être voté par l'assemblée délibérante avant le 15 avril de l'année à laquelle il se rapporte et transmis au représentant de l'Etat dans les 15 jours qui suivent son approbation.

D'un point de vue comptable, le budget se présente en deux parties, une section de fonctionnement et une section d'investissement. Chacune de ces sections doit être présentée en équilibre, les recettes égalant les dépenses.

La section de fonctionnement retrace principalement les dépenses et les recettes nécessaires à la gestion courante des services de la collectivité. L'excédent de recettes par rapport aux dépenses, dégagé par la section de fonctionnement, est utilisé en priorité au remboursement du capital de la dette communale, le surplus constituant de l'autofinancement permettant de financer des investissements prévus par la collectivité.

La section d'investissement comprend en dépenses, outre le remboursement de la dette en capital, les opérations venant enrichir le patrimoine de la commune, tels que les achats de gros matériels, les constructions ou les travaux d'infrastructures. Ces programmes d'investissement sont financés par les ressources propres de la collectivité, des dotations et subventions de l'Etat ou d'autres financeurs, et éventuellement par l'emprunt.

Le budget primitif 2017 est présenté à l'assemblée délibérante le 13 février 2017 ; il reprend les orientations budgétaires présentées au conseil municipal lors de la séance du 14 décembre 2016.





BUDGET PRIMITIF 2017

PRESENTATION BREVE ET SYNTHETIQUE

En résumé, le budget a pour éléments essentiels :

- Pas d'augmentation des impôts comme depuis l'élection de la nouvelle équipe élue en 2014
- Stabilisation des dépenses de fonctionnement
- Augmentation de l'investissement, c'est à dire des dépenses d'avenir pour tous (premier budget pour les écoles 25% du budget total, puis la sécurité 19%, puis les routes 17% et l'éclairage public 16%)
- Augmentation des aides aux associations
- Baisse de l'endettement constatée au 31 décembre 2016.

Tous ces indicatifs sont la preuve d'une très bonne gestion financière de la ville dans un contexte, qui plus est, de diminution importante des dotations (aides) de l'Etat envers les communes.

*

Le budget primitif 2017 est équilibré en dépenses et en recettes à 9 M€ dont :

- 6,5 M€ en section de fonctionnement
- 2,5 M€ en section d'investissement

Le budget primitif 2017 intègre les résultats du compte administratif 2016.

I) SECTION DE FONCTIONNEMENT

A) LES DEPENSES

Les dépenses de la section de fonctionnement s'élèvent à 6 511 631,58 €.

1) Charges de gestion

Les charges de gestion générale se montent à 1 500 000 €. Globalement les différents postes de charges ont été maintenus à un niveau stable, afin de poursuivre la politique de

maîtrise des dépenses. Une provision supplémentaire de crédits est inscrite pour l'entretien des espaces verts (abattages et élagage d'arbres) et des bâtiments communaux.

2) Dépenses de personnel

Le chapitre relatif à la masse salariale est maintenu au même niveau qu'en 2016, soit 2 616 500 €.

3) Atténuations de produits

Ce chapitre de dépense comprend la participation de la Commune au fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) dont l'estimation 2017 est de 200 000 €.

4) Participations et subventions versées

Ce poste de dépenses s'élève à 613 000 €, contre 556 000 € en 2016, soit une hausse de 57 000 € répartie principalement sur les contributions aux organismes de regroupement, et sur les subventions au CCAS et aux associations.

5) Charges financières

Le chapitre 66 intègre les crédits nécessaires au remboursement, en intérêts, de la dette pour l'année 2017, soit un total de 212 500 €.

6) Charges exceptionnelles

Les charges exceptionnelles, estimées pour 2017 à 450 000 € comprennent essentiellement la rémunération du délégataire chargé de la gestion du Pôle Petite Enfance.

7) Financement de la section d'investissement

La contribution au financement de la section d'investissement se fait au travers de l'autofinancement brut prévisionnel, composé des dotations aux amortissements pour 231 000 € et du virement de la section de fonctionnement à celle d'investissement (autofinancement complémentaire) pour 300 000 €.

B) LES RECETTES

1) Le résultat cumulé 2016 (soit 1 110 693,58 €) est reporté, pour partie, à hauteur de 990 693,58 €, en section de fonctionnement ; le solde de 120 000 € est affecté à la section d'investissement pour le financement des projets 2017.

2) Atténuation de charges

Ce chapitre, comprenant principalement les remboursements sur rémunérations du personnel, est revu à la baisse avec une estimation de 60 000 €.

3) Vente de produits et services

Les recettes prévisionnelles relatives à l'exploitation des services communaux (restauration scolaire, ALSH, occupation du domaine public, ...) sont stables par rapport à 2016. Le chapitre s'élève à 431 000 €.

4) Impôts et taxes

Les taux de fiscalité directe ne sont pas revalorisés, et le total des impôts et taxes attendus pour 2017 est au même niveau que l'année précédente, soit 3 350 000 €.

5) Dotations et participations

La dotation forfaitaire est inscrite pour 530 000 € contre 624 500 € en 2016. Les autres dotations et subventions (Etat, CAF de l'Ain, ...) sont maintenues. L'ensemble se monte à 1 085 518 €.

6) Autres produits de gestion courante et produits exceptionnels

Les revenus des immeubles et du patrimoine sont en augmentation de 2,67 %. Les chapitres 75 et 77 représentent 586 500 €.

II) SECTION D'INVESTISSEMENT

A) LES DEPENSES

Les dépenses réelles de la section d'investissement s'élèvent à 2 141 961,42 €

Des crédits reportés, représentant le solde des programmes engagés en 2016, sont inscrits pour un montant de 248 433,85 €

1) Les dépenses d'équipement

Les dépenses d'équipement de la section d'investissement (hors restes à réaliser) se montent à 1 388 511,42 €.

Elles comprennent principalement :

- Réfection du réseau d'éclairage public (1^{ère} tranche)
- Installation d'une vidéosurveillance (voirie et bâtiments)
- Achat de divers véhicules pour les services communaux
- Aménagement d'une salle de restauration scolaire
- Réfection de toiture d'églises
- Mise en accessibilité des bâtiments scolaires
- Sécurisation de la voie mode doux route de Jailleux
- Réfection et aménagements de voirie
- Réfection des groupes scolaires

2) Les dépenses financières

Elles sont essentiellement relatives au remboursement de la dette en capital qui est estimé à 611 000 € (nouvel emprunt inclus).

B) LES RECETTES

1) Les recettes d'équipement se composent de subventions (Etat et département de l'Ain) pour 72 262 € et d'un emprunt.

2) Les recettes financières s'élèvent à 655 085 € dont :

- FCTVA : 165 000 €
- Taxe d'aménagement : 70 000 €
- Excédent de fonctionnement capitalisé : 120 000 €
- Produits des cessions : 20 000 €
- Legs en capital : 275 085 €

